

ATTAC Québec

Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

BULLETIN NO 19 août 2007

UNE INTÉGRATION EN CATIMNI POUR LE PROFIT DES RICHES

LE PARTENARIAT NORD-AMÉRICAIN POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ

MONIQUE JEANMART

Le 20 août prochain, se tiendra à Montebello une rencontre décisive entre G.W.Bush, Felipe Calderon et Stephen Harper pour ratifier une entente dite de **Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP)**.

Cette entente, remonte à mars 2005, à Waco (Texas, au ranch personnel du président Bush), où se réunissaient G.W.Bush, Paul Martin et Vincente Fox pour engager leur 3 pays dans une nouvelle étape d'intégration de l'Amérique du Nord. Ce sommet, peu publicisé, liait plus étroitement que jamais l'avenir du Canada et celui du Mexique à leur puissant voisin, les États-Unis.

Qu'est-ce qui caractérise cette entente? En quoi est-elle différente du traité de L'ALÉNA signé en 1992 par les 3 mêmes pays partenaires? Quels sont ses objectifs? Pourquoi cette entente est-elle si peu connue? Quels en sont les enjeux et conséquences pour le Canada et le Québec? Mais surtout, serons-nous les témoins aveugles et muets de cette entente qui engage notre avenir politique, économique et social sans que nous soyons consultés ou passerons-nous à l'action pour dénoncer ce fonctionnement antidémocratique. C'est à ces questions que veut répondre ce bulletin quelques jours avant la rencontre décisive qui engagera encore plus profondément notre société dans une intégration plus poussée et désastreuse à tous les niveaux, avec les États-Unis.

Un bref historique pour comprendre

Le nom donné à l'entente, Partenariat pour la sécurité et la prospérité, nous ramène au moment historique des événements de septembre 2001 et de l'obsession de l'administration Bush pour la sécurité qui en a résulté. Sous prétexte de protéger les citoyens de la menace terroriste et de faciliter le commerce, et le transit des marchandises, le PSP s'est construit sur l'idée centrale *que la prospérité dépend de la sécurité*. Partant de là, le PSP peut être vu comme un « ALÉNA plus militarisé ». Mais surtout comme une intégration plus poussée nord-américaine et une nouvelle étape de la mondialisation néolibérale en Amérique du Nord. Et, comme nous verrons ultérieurement, une entente qui vise à assurer la pérennité de ce modèle économique en le plaçant au dessus des lois nationales et en y institutionnalisant le pouvoir de décision de l'élite économique et des entreprises, de façon à éviter une éventuelle remise en question par un changement de gouvernement et d'idéologie politique.

Trois dates importantes sont à retenir :

- 23 mars 2005, Waco Texas (au ranch du président), premier sommet de formation qui réunit G.W.Bush, P.Martin et Vincente Fox : création d'une « communauté économique de sécurité des Amériques ».
- 30-31 mars 2006, Cancun Mexique, rencontre G.W.Bush, V.Fox et cette fois Stephen Harper, pour le Canada.
- Le 3eme sommet de la consolidation aura lieu à Montebello (Québec) les 20-

21 août prochain, Felipe Calderon sera le nouveau signataire pour le Mexique.

Il faut noter 2 points importants :

1. Présentée comme de nature purement administrative et réglementaire, à la limite comme la rencontre de 3 amis, initiée dans un ranch privé, la première étape de cette entente majeure pouvait facilement évoluer loin des regards des médias et donc demeurer inconsciente tant pour la société civile que pour les citoyens des pays concernés.
2. Dans le but de concrétiser un des éléments majeurs de l'entente, *assurer la sécurité énergétique des partenaires*, les 24 et 25 janvier 2005, au lendemain de son élection, alors qu'il n'était même pas encore assermenté comme premier ministre, Stephen Harper se réunissait à Houston (Texas) avec les dirigeants des grandes pétrolières, les représentants de l'administration américaine et ceux de l'Alberta. Parrainée par le ministère des Ressources naturelles du Canada, la réunion avait pour but d'assurer ... « *le renforcement des initiatives en matière énergétique dans le but de créer une économie énergétique durable pour l'Amérique du Nord.* » (1)

Un nouveau genre d'accords

... un nouveau mode de gouvernance :

Au sens strict, cette entente n'est pas un traité (comme l'était l'ALÉNA), mais un nouveau genre d'accords : qu'on la considère comme une « entente » ou un « partenariat », le terme a peu d'importance. Ce qui importe, c'est son caractère *informel* ; considérée comme administrative et uniquement réglementaire, elle n'a pas à être ratifiée par le pouvoir législatif (le Parlement). Elle s'appuie sur certaines institutions de l'ALÉNA mais sans impliquer de négociations commerciales formelles.

Ce partenariat instaure une nouvelle logique qui dépasse le niveau politique et le

système parlementaire. Il crée un cadre qui permet de garantir le maintien des orientations adoptées et la permanence des accords par delà d'éventuels changements de gouvernement, d'orientation politique ou d'idéologie.

... assurer la sécurité et la prospérité

Bien que, au niveau de la sécurité l'approche commune doit permettre de protéger l'Amérique du Nord contre les menaces externes, la sécurité dont il est question ici ne renvoie plus seulement à la question de la lutte antiterroriste, de la « porosité et de la sécurité des frontières » ou de la protection des citoyens, mais repose sur l'établissement *d'un lien étroit entre économie et sécurité*. La sécurité, sortie de son approche strictement militaire et répressive, devient le complément indispensable et interdépendant de la prospérité. L'objectif du PSP est de créer un cadre d'action nord-américain afin de surmonter les défis qui se posent en Amérique du Nord sur le plan de la sécurité et de l'économie. Cette conception de la sécurité, passe très évidemment par l'accès aux ressources naturelles, mais surtout énergétiques nécessaires au maintien du mode de vie et de consommation des citoyens américains.

... harmoniser les politiques

Le PSP a pour dessein d'harmoniser les nombreuses politiques internes (normes et réglementations) et étrangères du Canada et du Mexique avec celles des États-Unis. Il propose un calendrier serré en vue d'arriver à des normes harmonisées dans tous les secteurs de l'économie : santé, sécurité alimentaire, environnement, etc.

Une des priorités étant le renforcement des relations commerciales pour lutter contre la concurrence commerciale mondiale, les 3 pays doivent faire des efforts concertés pour préserver et accroître la compétitivité des entreprises nord-américaines. Dans ce cadre, l'importance d'harmoniser normes et contrôles est primordiale. Toute réglementation purement nationale, même si elle répond à un intérêt national particulier, ne peut être vue que comme un obstacle au commerce (et à la prospérité) et par conséquent éliminée ou *harmonisée*.

Pour parvenir à cette harmonisation, 19 groupes de travail (9 pour le volet sécurité, 10 pour le volet prospérité) ont été créés, - avec un échéancier serré-, et sont déjà à l'œuvre pour faire progresser plus de 150 initiatives. Loin d'être des engagements de pure forme, le 2e rapport 2006 aux dirigeants apprenait que 65 de ces mesures étaient déjà complétées. (2)

... le pouvoir des entreprises : garantir et accroître les profits

Ce n'est pas nouveau que le secteur privé tente d'influencer les pouvoirs publics par exemple, par du lobbying ou en participant à des négociations de libre-échange ou à caractère commercial. Mais l'institutionnalisation de sa participation dans la définition même des politiques publiques qu'il instaure constitue une nouveauté dangereuse. La création du Conseil nord-américain de la compétitivité (CNAC) (voir organigramme) vient garantir l'influence du milieu des affaires et des élites économiques sur le futur de l'intégration nord-américaine. Leur mandat est clair : adresser aux chefs d'État des recommandations pour favoriser la compétitivité nord-américaine et la prospérité.

« Ce lieu de pouvoir lui permet d'intervenir dans la définition des politiques publiques non seulement pour assurer le bon fonctionnement du modèle économique en fonction de ses propres intérêts, mais aussi lui donne des outils immenses pour se servir du cadre international afin d'influencer les politiques nationales et « libéraliser » certains secteurs qui jusque-là avaient été exclus du libre-échange et de la marchandisation parce que relevant de la notion de bien commun. On pense notamment au domaine des services publics comme la santé, l'éducation, ou de certaines ressources comme l'eau ou l'énergie. » (3).

La CNAC est composée de 30 membres (10 par pays) provenant des grands secteurs économiques : ils sont *nommés* par les chefs d'État. Au Canada, c'est au sein du Conseil canadien des chefs d'entreprise (CCCE) que sont choisis les 10 participants canadiens. (4)

Les grands enjeux et les conséquences

... augmentation de la militarisation

Le PSP s'enracinant dans l'obsession de G.W.Bush pour la sécurité et la lutte

antiterroriste découlant des événements de septembre 2001, un enjeu majeur est l'augmentation de la militarisation du Canada et, partant, des budgets militaires ainsi que l'alignement des politiques canadiennes en matière de sécurité sur celles des États-Unis. Avec la doctrine Bush, une « forteresse Amérique du Nord » est proposée par Washington pour établir un système commun de sécurité continentale. Les pressions sur le Canada s'accroissent pour qu'il augmente son budget militaire.

En matière de politique étrangère, le Canada s'achemine de plus en plus vers le modèle états-unien : au niveau du développement, une aide de plus en plus liée, et un budget militaire qui augmente chaque année. Le premier budget Harper prévoit, pour les 5 prochaines années, un ajout de 5,3 milliards à la défense. Financer l'appareil militaire et la sécurité réduit la capacité financière du gouvernement à l'endroit des services publics, sociaux et culturels. L'exemple récent des événements d'Oaxaca au Mexique, contestation sociale des professeurs, reflète comment l'État peut utiliser l'appareil militaire pour contrer une action sociale même quand elle est légitime.

... déni de démocratie

Le PSP a été discuté et s'est implanté sans l'appui des Parlements et sans débat public, à l'abri des médias, de sorte que l'ensemble de la population en ignore totalement le contenu et même l'existence. Peu ou pas d'informations circulent à son sujet. De plus, des prises de décision qui relèvent exclusivement de l'exécutif sont antidémocratiques dans nos sociétés. Non seulement, les parlementaires ne sont pas appelés à débattre de ces questions, mais ils sont carrément tenus dans l'ignorance. Alors que la société civile est tenue à l'écart des discussions et des prises de décision, la mainmise du secteur privé sur ce processus, assure la continuité et la permanence du modèle économique par delà d'éventuels changements d'orientation politique ou idéologique des gouvernements.

« En attendant, la caractéristique centrale de l'intégration nord-américaine au-delà et malgré le recours à la notion de communauté, c'est bien le déficit démocratique qui la traverse de part en part. (...) En somme, la rencontre de Cancun a été un jalon important dans la constitution d'une

communauté nord-américaine qui demeure, pour le moment, un processus occulte, fort éloigné des préoccupations des parlementaires, des médias et des citoyens. » (5)

... les ressources naturelles et la question énergétique

L'appétit insatiable des États-Unis pour le pétrole ne date pas d'hier. Le président Bush, déclarait en toute candeur, dans son discours sur l'état de l'Union que les Américains sont « accros » au pétrole et que cela constituait un problème parce que ce pétrole provient des régions les plus troublées et instables de la planète. Dans ce contexte, un objectif majeur du PSP est l'intégration plus grande des marchés nord-américains de l'énergie. Réduire la dépendance des États-Unis du pétrole du Moyen-Orient ou du Venezuela (avec son « dangereux gauchiste féroce antiaméricain » Hugo Chavez), cela veut dire regarder du côté du Mexique, mais surtout vers le Canada et le potentiel prodigieux des sables bitumineux de l'Alberta.

Une des 9 initiatives du PSP concernant l'énergie précise clairement « ... *assurer une plus grande production économique à partir des sables bitumineux* ». Un reportage de Zone libre Enquêtes (6) révélait la participation de S. Harper, élu mais pas encore assermenté, à une rencontre, à Houston, réunissant les patrons de l'industrie pétrolière états-unienne, ceux des grands projets d'exploitation des sables bitumineux et des représentants des gouvernements des États-Unis, du Canada et de l'Alberta. Rencontre qui était parrainée par les ministères de l'Énergie du Canada et des États-Unis. Le rapport de cette rencontre, tel que consulté par le journaliste, précise :

« Les initiatives en matière énergétique du PSP englobent un effort trilatéral entre le Mexique, les États-Unis et le Canada pour créer une économie énergétique durable pour l'Amérique du Nord. Les sables bitumineux canadiens sont une des plus vastes réserves mondiales d'hydrocarbures et offriront une contribution significative aux réserves et à la sécurité énergétique du continent. À ce titre, les 3 pays se sont entendus pour collaborer dans le cadre du PSP au développement des ressources en sables bitumineux... » (7)

Les rapports découlant de cette rencontre montrent que l'exploitation devrait s'accroître de manière à multiplier par 4 ou 5 la production actuelle : actuellement de l'ordre d'un million de barils par jour elle devrait atteindre les 4 millions d'ici 2015. Quand on connaît l'impact majeur de cette exploitation sur les gaz à effet de serre, on ne peut que comprendre le refus de S. Harper d'être lié, de quelque façon que ce soit, aux accords de Kyoto, accords incompatibles avec la production actuelle et future du pétrole albertain. On comprend mieux dans ce contexte la volonté et la rapidité avec lesquelles le PSP veut harmoniser les réglementations (en matière environnementale entre autres). Ce même rapport recommande même de *simplifier* le processus d'approbation environnementale pour les projets énergétiques.

Au chapitre des ressources naturelles, la soif tout aussi insatiable de nos voisins du sud pour l'eau, ainsi que sa rareté, sont un autre enjeu majeur du PSP : la recherche de sources d'approvisionnement sûr en eau est tout aussi vitale que celle du pétrole. Dans le traité de l'ALÉNA, l'eau était considérée comme un « service » que l'on a réussi jusque maintenant, à préserver de l'exportation. Dans ces nouveaux accords, dominés par les forces économiques, la bataille pour la marchandisation des biens et des services va connaître une nouvelle étape. Ici encore le Canada sera un joueur majeur. Comment éviter qu'en transformant l'eau en *simple marchandise* et par conséquent accessible à l'exportation, nous ne perdions notre capacité de légiférer et de la réglementer en fonction du bien commun.

Passer à l'action ou comment mettre le PSP en échec

Bien évidemment, la tentation de baisser les bras est là, mais rappeler comment la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) a été battue en brèche en 2001, stimule les énergies. Là encore, peu d'informations circulaient sur ce que tramait nos gouvernements dans des officines bien closes. Ici encore, malgré le déficit démocratique, des représentants de la société civile de l'ensemble du continent se sont réunis à Québec au 2e sommet des peuples des Amériques pour faire échec à

ce traité qui, ici encore, confirmait les privilèges exorbitants qui auraient été accordés aux investisseurs.

D'abord, lutter contre le déficit démocratique et le secret qui entourent ces ententes en s'informant et en faisant connaître le PSP le plus largement possible, en faire connaître les enjeux et les conséquences. Interpeller les parlementaires, provinciaux comme fédéraux, pour qu'ils assument pleinement leur rôle de représentation et de défenseur des droits des citoyenNEs.

Tisser des alliances est primordial : c'est en construisant un rapport de force continental que nous avons lutté contre la ZLÉA. De la même manière, mettre en échec le PSP, passe par la consolidation du travail des groupes en réseaux (8). Depuis des années, ces réseaux se mobilisent, par delà les frontières, pour la défense des droits politiques et sociaux, et pour lutter contre un modèle économique dominé par la logique du profit. La mobilisation contre la mondialisation néolibérale – et ses composantes - doit rester au centre de nos priorités.

La rencontre de Montebello donnera lieu à de nombreuses occasions de mobilisation à Montebello et ailleurs : manifestation, marche, soirées d'informations. Un lieu d'hébergement et des moyens de transport sont prévus. **Deux sites pour s'informer sur ces actions :**

- le centre des médias alternatifs du Québec <http://www.cmaq.net/fr/>
- RQIQ, transport pour Montebello. www.psp-spp.com || transportmontebello@gmail.com

(1) Secrétariat des affaires gouvernementales canadiennes, communiqué réf. 850-106/017, p.5
(2) La Chronique des Amériques, Observatoire des Amériques, D.Brunelle, avril 2006, p.4
(3) Argumentaire sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, RQIQ, mars 2007, p.17
(4) Pour le Canada les entreprises choisies sont : BCE, Canfor Energy, CN, Ganong Bros. (Alimentation), Home Depot, Linamar Corp(pièces automobiles), Manulife, Power Corp., Scotiabank, Suncor (pétrole).



RQIQ

(5) D.Brunelle, op. cit. p.6

(6) Zone libre Enquêtes, Du sable dans l'engrenage, Radio-Canada, diffusé le 19 janvier 2007 (7)

(7) RQIQ, op.cit. p. 32

(8) On peut noter : Réseau québécois pour l'intégration continentale (RQIQ), Common Frontiers (Canada anglais), Réseau mexicain d'action face ai libre-échange (RMALC), et Alliance for responsible Trade (ART-US) aux États-Unis.

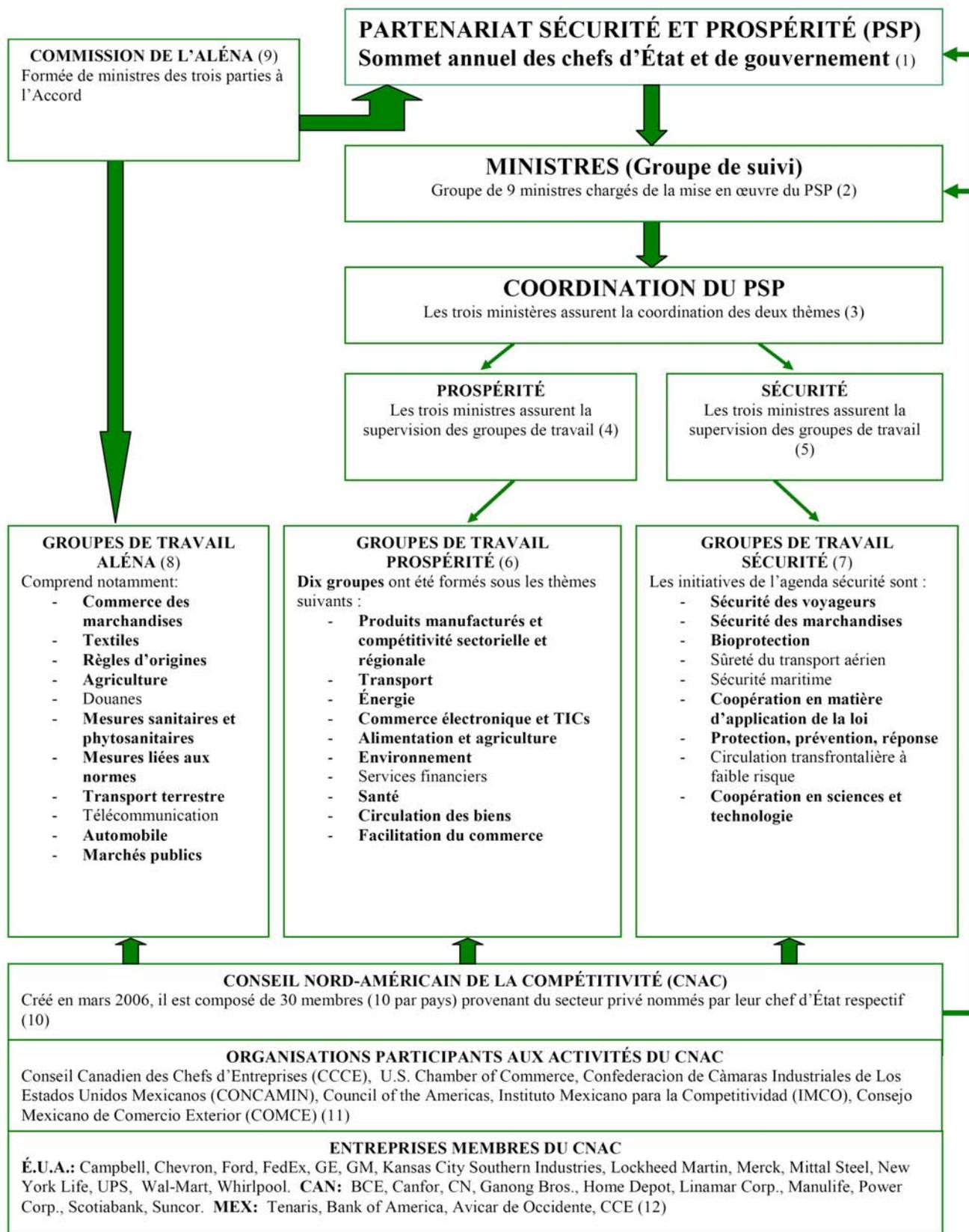
Pour s'informer davantage sur le PSP

Réseau québécois sur l'intégration continentale:

<http://www.rqiq.alternatives.ca/RQIC-fr.htm>

Observatoire des Amériques, *La chronique des Amériques*, avril 2006 no15 ; janvier 2007 no 01; août 2007 no 15.

www.er.uqam.ca/nobel/oda



A mettre à votre agenda :

Du 23 au 26 août 2007,
forum social québécois *Un autre Québec est en marche*,
www.forumsocialquebecois.org

Le 15 septembre 2007,
Congrès d'ATTAC-Québec
Information et programme sur le site www.quebec.attac.org

Attac-Québec au Forum Social Québécois

1. **La souveraineté perdue : les accords commerciaux et les paradis fiscaux**

Alain Deneault et Claude Vaillancourt

L'État de droit, tel qu'il s'est constitué dans la seconde moitié du XXe siècle, décline. Tant les accords commerciaux sur le commerce des biens et services, parrainés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que l'émergence de souverainetés politiques et juridiques <off-shore> permettent aux détenteurs de capitaux de contourner les règles du droit bon an mal an garanties par les instances étatiques. Nous proposons de faire le point sur la gravité des problèmes et d'apprécier comment différentes formes de souverainetés politiques cherchent désormais à s'imposer.

2. **Capitalisme financier : Fonds spéculatifs contre la stabilité financière mondiale.**

Raymond Favreau et Marc Bonhomme

Le rôle des fonds spéculatifs dans les acquisitions d'entreprises commence à inquiéter les ministres des finances du G7 et des tranches importantes de la société, étant donné les dégâts socio-économiques qui découlent des fusions/acquisitions financées par ces vautours de la finance. De plus, il y a risque de déstabilisation du système bancaire si trop de cas de déconfitures de «hedge funds» se produisent, comme celui d'Amaranth Advisors (6 milliards évaporés en quelques jours en 2006). Même le FMI reconnaît le danger. Qu'attendent les gouvernements pour



réglementer ces fonds spéculatifs et les acquisitions internationales?

3. **Déclin du néolibéralisme et perspectives d'avenir**

Claude Vaillancourt et Robert Jasmin

Plus que jamais, il devient évident que le néolibéralisme n'a pas amené la grande ère de prospérité qu'on nous avait promise. Les inégalités entre riches et pauvres sont de plus en plus marquées, les écosystèmes sont fragilisés et détruits, les conditions de travail se détériorent, la pauvreté et la misère deviennent le terreau du terrorisme et des conflits régionaux. A l'heure où les

grandes institutions internationales – OMC, FMI, Banque mondiale – sont en crise, où l'Amérique du Sud remet en question les réformes qu'on lui a imposées, il devient

particulièrement important de proposer de nouvelles pistes d'action afin d'envisager un monde meilleur.

4. La Banque mondiale et la privatisation des services sociaux : Le cas de l'enseignement primaire dans les pays en développement

Marie-Sophie Villeneuve

La Banque mondiale est le plus important bailleur de fonds pour l'éducation dans les pays en développement, avec une priorité majeure accordée à l'enseignement primaire et à la réforme de l'ensemble du secteur. Quelles prescriptions pour l'éducation accompagnent les prêts de la Banque? Que signifie la « nouvelle » mission de la Banque, la lutte contre la pauvreté? Avec une approche basée sur les droits humains, l'objectif de cet atelier est d'évaluer les politiques prescrites par l'institution aux pays en développement dans le domaine des services sociaux, en particulier celui de l'enseignement primaire. Avec un exposé des résultats d'une recherche sur le sujet, tous les participants sont invités à échanger, poser leurs questions et exprimer leurs commentaires.

5. La dette publique et la justice fiscale Gaétan Breton et Raymond Favreau (Réseau canadien pour la justice fiscale).

6. Les mots du pouvoir : le pouvoir des mots

Jacques B.Gélinas (membre du Conseil scientifique d'ATTAC-Québec)

7. Atelier du PAJU (Palestiniens et juifs unis) : visionnement du film « Le mur de fer »

Ghislaine Raymond (Attac-Québec)

8. L'altermondialisme en Amérique du Nord

Jean-Louis Bourque, Membre du Conseil scientifique d'ATTAC-Québec

9. Le Canada en Afrique : développement ou pillage

Alain Deneault (Ressources d'Afrique), membre du Conseil scientifique d'Attac-Québec



En librairie

« Une chose est certaine : les néolibéraux et ceux qui encaissent trafiquent la vérité et il faut savoir gré aux militants D'ATTAC-Québec de nous fournir des outils pour le démontrer »
Louis Cornellier, Le Devoir, 6 mai 2006

« L'auteur relève haut la main le défi de la vulgarisation, en décortiquant des enjeux complexes à l'aide d'exemples éloquentes. A lire! »

Daphnée Dion-Viens, Alternatives, 27 septembre 06



Disponible en librairie ou en commandant à :

Éditions Écosociété
C.P. 32052 Comptoir Saint-André,
Montréal, QC, H2L 4Y5
(514) 521-0913

Pour toute suggestion, commentaire ou questions veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.

Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Monique Jeanmart (moniquejeanmart@videotron.ca)